



**Built to Lead**

Pour publication immédiate : 4/7/2016

**GOUVERNEUR ANDREW M. CUOMO**

**LE GOUVERNEUR CUOMO ANNONCE UN MONTANT DE 13,3 MILLIONS DE DOLLARS DANS LE BUT DE POURSUIVRE LA LUTTE CONTRE LA VIOLENCE IMPLIQUANT DES ARMES À FEU DANS L'ÉTAT DE NEW YORK**

Le Gouverneur Andrew M. Cuomo a annoncé aujourd'hui un montant de plus de 13,3 millions de dollars en financement des agences des forces de l'ordre en vue de poursuivre la lutte contre la violence impliquant des armes à feu dans les 17 comtés participant actuellement à l'initiative Élimination de la violence par arme à feu (Gun Involved Violence Elimination, ou GIVE). Cette initiative offre de l'aide technique, de la formation et le personnel des fonds, tel que les procureurs et les analystes de la criminalité, ainsi que des heures supplémentaires et des équipements.

« Nous avons travaillé incessamment en vue de lutter contre la violence dans cet État et éviter les tragédies insensées qu'elle cause, **a déclaré le Gouverneur Cuomo.** L'initiative GIVE donne aux agences des forces de l'ordre les ressources nécessaires en vue de lutter contre la violence par arme à feu dans nos rues, et aide à créer un New York plus fort et plus sécuritaire pour tous. »

L'initiative GIVE cible des communautés desservies par 20 services de police dans ces 17 comtés, qui rapportent 85 % des crimes violents dans l'État à l'extérieur de la ville de New York. On en est à la deuxième année d'un contrat de deux ans, les agences de ces comtés recevant la même subvention que l'an dernier. L'initiative GIVE est gérée par la Division des services de justice pénale. Le cycle de financement commence le 1er juillet 2016 et se termine le 30 juin 2017. Ces 20 services de police et leurs partenaires des forces de l'ordre des comtés - bureaux de procureurs généraux, services de probation et bureaux de shérif - ont reçu du financement.

Les agences suivantes recevront du financement :

- **Comté d'Érié** : Le Service de la police de Buffalo et le Bureau du procureur de District, le Bureau du shérif, le Service des probations et les Services centraux de la police partageront 1 750 734 \$.
- **Comté de Monroe** : Le Service de la police de Rochester et le Bureau du procureur de district, le Bureau du shérif et le Service des probations partageront 1 716 578 \$.
- **Comté de Westchester** : Les services de police de Yonkers et de Mount Vernon et le Bureau du procureur de district, le Service de la sécurité publique et le Service des probations partageront 1 253 049 \$.

- **Comté d'Onondaga** : Le Service de police de Syracuse et le Bureau du procureur de district, le Bureau du shérif et le Service des probations partageront 1 150 520 \$.
- **Comté de Suffolk** : Le Service de la police du comté de Suffolk et le Bureau du procureur de district, le Service des probations, et le Laboratoire de la criminalité partageront 1 068 093 \$.
- **Comté de Nassau** : Les services de police du comté de Nassau et d'Hempstead et le Bureau du procureur de district, le Bureau du shérif et le Service des probations partageront 1 026 707 \$.
- **Schenectady County**: Le Services de police de Schenectady et le Bureau du procureur de district, le Bureau du shérif et le Service des probations partageront 818 654 \$.
- **Comté d'Albany** : Le Service de police d'Albany et le Bureau du procureur de district, le Bureau du shérif et le Service des probations partageront 801 213 \$.
- **Comté d'Orange** : Les services de police de Newburgh (ville) et de Middletown et le Bureau du procureur de District, le Bureau du shérif et le Service des probations partageront 753 379 \$.
- **Comté de Niagara** : Le Service de police de Niagara Falls et le Bureau du procureur de district, le Bureau du shérif et le Service des probations partageront 696 367 \$.
- **Comté d'Oneida** : Le Service de police d'Utica et le Bureau du procureur de district, le Bureau du shérif et le Service des probations partageront 591 598 \$.
- **Comté de Rensselaer** : Le Service de police de Troy et le Bureau du procureur de district, le Bureau du shérif et le Service des probations partageront 559 750 \$.
- **Comté de Broome** : Le Service de police de Binghamton, le Bureau du procureur de district et le Bureau du shérif partageront 393 944 \$.
- **Comté de Dutchess** : Le Service de police de Poughkeepsie (ville) et le Bureau du procureur de district, le Bureau du shérif et le Service des probations partageront 341 211 \$.

Les agences suivantes ciblent les voies de fait graves, qui entraînent des crimes violents dans leurs communautés. Les Services de police de Kingston et de Jamestown ciblent plus spécifiquement la violence familiale :

- **Comté d'Ulster** : Le Service de police de Kingston et le Bureau du procureur de district, le Bureau du shérif et le Service des probations partageront 179 175 \$.

- **Comté de Chautauqua** : Le Service de police de Jamestown et le Bureau du procureur de district, le Bureau du shérif et le Service des probationnaires partageront 152 495 \$.
- **Comté de Rockland** : Le Service de police de Spring Valley et le Centre de renseignements, le Bureau du shérif et le Service des probationnaires partageront 77 000 \$.

En plus de ce financement, l'initiative GIVE offre de l'aide technique et de la formation aux agences participantes de façon à ce qu'elles puissent mettre en oeuvre les stratégies basées sur les preuves suivantes :

- Maintien de l'ordre dans les quartiers mal famés à l'aide de données visant à aider les forces de l'ordre à concentrer leurs ressources dans les régions où il y a le plus de crimes. Utilisation par la police de rapports d'incidents, d'appels pour des services et d'autres renseignements sur les régions d'activité criminelle constante en vue de cibler, de réduire et d'éviter le crime.
- Dissuasion ciblée en vue d'identifier les délinquants chroniques et de les cibler afin de renforcer la surveillance, faire appliquer la loi et les poursuivre en justice. Très important pour cette approche, un partenariat entre agences des forces de l'ordre, groupes communautaires et organisations de services sociaux, afin qu'ils se rassemblent pour communiquer directement avec les délinquants, définissant clairement les conséquences d'un comportement criminel continu.
- La Prévention du crime par le design environnemental (CPTED) identifie et tente de corriger les attributs physiques de la communauté – bâtiments, terrains vagues, tendances de la circulation et autres facteurs environnementaux – qui rendent certains secteurs favorables à l'activité criminelle.
- Le programme de sensibilisation de rue emploie des membres des communautés qui tentent d'interrompre les cycles de violence ou prévenir les représailles. Cette stratégie fait aussi appel à des responsables de dossiers, dont le rôle est de relier les personnes impliquées dans la violence aux ressources pour les aider à modifier leur comportement.

**Le commissaire administratif adjoint de la Division des services de justice pénale de l'État de New York, Michael C. Green, a déclaré** : « GIVE représente un changement fondamental dans la façon dont les agences des forces de l'ordre luttent contre la violence impliquant des armes à feu, qui persistent dans les communautés même alors que le crime a considérablement baissé au cours des vingt dernières années et que New York se classe toujours parmi les États les plus sécuritaires au pays. Nous offrons à ces agences de la formation, des outils et du financement afin de les aider à utiliser des solutions fondées sur les preuves et les données dans le but d'interrompre et de réduire la violence impliquant des armes à feu, laquelle a déjà coûté de trop nombreuses vies. »

Tous les partenaires GIVE sont également tenus d'intégrer la justice procédurale à leur

plan de réduction de la violence par arme à feu. La justice procédurale est conçue afin d'améliorer les relations entre la police et la communauté en assurant que les interactions entre les forces de l'ordre et les individus soient justes, et que ceux qui entrent en contact avec la police aient l'impression d'être traités de manière équitable et respectueuse durant ces rencontres.

Dans le but d'aider ces agences à l'intégration de la justice procédurale dans les opérations quotidiennes, la DCJS a tenu un symposium de deux jours en novembre dernier. Avec plus de 200 professionnels des forces de l'ordre et chefs de file communautaires, le symposium a offert de la formation et des informations pratiques visant à aider à mettre la théorie de la justice procédurale en oeuvre. La DCJS coordonne également la formation propre à une juridiction et l'échange des meilleures pratiques, et promet des stratégies au sein de toutes les agences qui participent à GIVE.

New York est unique parmi les États en raison de son travail visant à assurer que les agences utilisent des pratiques éprouvés pour réduire ces crimes mortels. Plus tôt cette année, le Bureau fédéral de l'aide pénale a souligné GIVE et le travail [Résultats d'abord](#) de l'État en vue de financer des programmes économiques et efficaces dans une académie nationale pour chercheurs et professionnels du domaine de la justice pénale. Le [Réseau national pour communautés sécuritaires](#) a de plus présenté l'initiative GIVE lors de son congrès annuel l'été dernier.

### **À propos de la Division des services de justice pénale**

La Division des services de justice pénale de l'État de New York est un organe de soutien de justice pénale polyvalent ayant une variété de responsabilités, notamment la formation des forces de l'ordre, la collecte et l'analyse des données criminelles à l'échelle de l'État, la maintenance des informations des antécédents criminels et des fichiers d'empreintes digitales, la surveillance administrative de la banque de données ADN de l'État, en partenariat avec la Police de l'État de New York, le financement et la surveillance des programmes de probation et des services correctionnels communautaires, l'administration des fonds fédéraux et d'État de justice pénale, le soutien des organes liés à la justice pénale dans l'ensemble de l'État et l'administration du Registre des délinquants sexuels de l'État.

###

Des informations complémentaires sont disponibles à [www.governor.ny.gov](http://www.governor.ny.gov)  
État de New York | Executive Chamber | [press.office@exec.ny.gov](mailto:press.office@exec.ny.gov) | 518.474.8418